



Toulon, le 11 mai 2020.

## COMMUNIQUE DE PRESSE

A la veille du « dé-confinement progressif » annoncé par le Chef de l'état au 11 mai, les organisations syndicales CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES – CFE-CGC exigent que priorité absolue soit donnée à la santé et aux moyens de vivre des travailleur-ses. La pandémie est loin d'être sous contrôle et la communauté médicale et scientifique craint une "deuxième vague".

La loi de prolongation de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 10 juillet a pour objectif de déroger à certaines règles du code du travail, notamment en augmentant le nombre d'heures de travail journalière et hebdomadaire, mais aussi en supprimant les maigres droits en matière de congés et de RTT en période estivale ! C'est inacceptable !

Les organisations syndicales rappellent que les employeurs ont des obligations en matière de santé et de sécurité au travail. Or, nous constatons que de trop nombreux salarié-es ne sont pas encore équipés du matériel de protection nécessaire ni des mesures de distanciation physique dans les entreprises et les services où l'activité s'est maintenue. Aussi, l'activité ne peut pas reprendre alors que les conditions de protection les plus strictes ne sont pas réunies dès le 11 mai.

Cela implique notamment la nécessité de consulter au plus vite les instances représentatives des personnels dont l'expertise permettra de déterminer des conditions satisfaisantes de la reprise. Or, avec des délais raccourcis de consultation des CSE et des CHSCT (en voie de disparition) non réunis à tous les niveaux, nos organisations constatent que les représentants du personnel sont encore trop souvent écartés des décisions majeures concernant l'organisation du travail. Nos organisations syndicales demandent que l'on rétablisse les CHSCT, instance spécifique sur les questions d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail qui a été fusionnée lors de la mise en place des CSE. Nous demandons leur rétablissement.

Le gouvernement a confirmé, en dépit des préconisations de son comité scientifique, la réouverture progressive des crèches et des écoles dès le 11 mai, puis des collèges, renvoyant la décision pour les lycées à fin mai. Les conditions de réouverture n'étant pas assurées, la reprise scolaire envisagée par le gouvernement repose sur un éventuel « volontariat » des familles ce qui contrevient aux principes d'un accès obligatoire à l'école pour toutes et tous. De plus, beaucoup d'entre elles, du fait de l'annulation des mesures de chômage partiel et dans la Fonction publique des régimes d'autorisation d'absence valables jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, sont directement impactées par des baisses de salaires les contraignant à envoyer leurs enfants à l'école ce qui annule de fait tout volontariat !

Dans le Var, près de 20 communes ont décidé de ne pas ré-ouvrir les écoles pour des motifs variés. Tout le monde s'accorde pour dire que cette reprise est précipitée, que cela soit au niveau des personnels de l'Education Nationale comme des collectivités territoriales dont bon nombre sont mises en difficultés pour assumer la mise en place du protocole sanitaire.

La reprise de l'activité va également induire une forte augmentation de la fréquentation des transports publics rendant impossible tout respect de la distanciation nécessaire. La réouverture des écoles, collèges et lycées implique des conditions particulières de l'accès aux transports scolaires afin que chaque enfant puisse bénéficier des protections nécessaires (Masques, ...).

Les organisations syndicales demandent, du fait de l'obligation de leur port dans les transports, que des masques soient mis à disposition gratuitement.

Enfin, la période a été marquée par une aggravation des inégalités à laquelle le gouvernement ne répond pas suffisamment. Un plan immédiat et massif de mesures et d'aides sociales, prenant en compte la question de l'insertion professionnelle des jeunes, avec déploiement de moyens conséquents, doit être mis en place pour répondre aux besoins vitaux d'une partie de la population qui se retrouvent avec peu ou sans ressources.

La réforme de l'assurance chômage doit être abandonnée immédiatement et définitivement, elle ne fait qu'aggraver la situation de millions de personnes privé-es d'emploi. De plus, à l'heure où nous assistons à une situation sociale dégradée pour des millions de salariés-e, interrogeons-nous sur la situation que rencontrerait des millions de retraités si le projet de réforme de retraite du Gouvernement était déjà en œuvre ?

En effet, des millions de retraités verraient leurs pensions baisser dans le cadre d'un système de retraite à points, suite à la situation économique et la baisse du PIB résultant de cette crise sanitaire. Oui, nous avons eu raison de lutter contre ce projet de réforme, nous continuerons à le faire dès demain et jusqu'à ce qu'il soit retiré définitivement !

Cette période ne doit pas être un laboratoire « social » pour le patronat afin d'expérimenter de nouvelles mesures régressives pour les salariés-e sur leurs conditions de travail. Pour la population d'une manière générale, l'expérimentation d'applicatifs de « traçage » sanitaire sous l'égide de l'état, dont les conditions d'exploitation des fichiers restent floues.

Le gouvernement a annoncé le déblocage de dizaines de milliards d'euros d'aides publiques pour aider les entreprises et ce sans contrepartie, il est temps qu'il annonce des centaines de milliards pour les travailleur-ses, les privé-es d'emploi et ceux et celles en grande précarité, les étudiant-es, les jeunes, retraités-e et ce sans contrepartie également.

Plus que jamais, l'intersyndicale varoise reste unie et déterminée à faire avancer les droits des jeunes, des salarié-es et des retraité-es. C'est pourquoi, les organisations syndicales CGT – FO – FSU – SOLIDAIRES – CFE/CGC demandent une augmentation générale des salaires, seul paramètre qui permet la consommation et une reprise de la croissance:

Elles resteront vigilantes sur les mesures qui seront prises durant les prochaines semaines et continueront à défendre les droits des salarié-es comme elles l'ont fait depuis le début de la crise.